



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 139

Loi modifiant la Loi sur les pesticides

Présentation

Présenté par
M. Pierre Paradis
Ministre de l'Environnement

Éditeur officiel du Québec
1993

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur les pesticides afin d'y prévoir certains changements relatifs à la définition de « pesticide », aux dispositions concernant les titulaires de permis, les certificats et les permis d'utilisation et de vente, ainsi qu'au pouvoir réglementaire.

Ainsi, le projet modifie la définition de pesticide afin d'y exclure les médicaments autres que les médicaments topiques déterminés par règlement.

Le projet modifie la période de validité des permis et certificats en l'étendant de 2 à 3 ans et de 3 à 5 ans, respectivement, élimine les permis temporaires de vente, porte à un an la période de validité des autres permis temporaires et précise que l'exclusion relative à l'obligation de permis ne vise pas les travaux exécutés par voie aérienne et celle portant sur l'agriculture ne s'étend pas à certaines activités agricoles.

Le projet prévoit que l'édiction d'un règlement en vertu de la Loi sur les pesticides rend inopérante une disposition d'un règlement édicté par une municipalité ou une communauté urbaine portant sur une même matière, sauf si cette disposition porte sur des activités d'entretien paysager ou d'extermination et protège davantage l'environnement et la santé humaine ou d'autres espèces vivantes.

De plus, le projet abroge l'exigence de créer des règlements distincts applicables aux agriculteurs et aux aménagistes forestiers.

Enfin, le projet modifie certains pouvoirs réglementaires du gouvernement; notamment, ce dernier pourra prescrire qu'une personne qui entrepose des pesticides contracte une assurance de responsabilité civile.

Projet de loi 139

Loi modifiant la Loi sur les pesticides

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi sur les pesticides (L.R.Q., chapitre P-9.3) est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne et après le mot « médicament », des mots « autre qu'un médicament topique déterminé par règlement ».

2. L'article 35 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Les dispenses prévues aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas aux travaux exécutés au moyen d'un aéronef. Celle prévue au paragraphe 3° du même alinéa ne s'applique pas aux travaux exécutés dans un lieu qui n'est pas compris dans une exploitation agricole sur des végétaux attachés au sol et cultivés dans ce lieu pour son aménagement et son ornementation. ».

3. L'article 38 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « permis », des mots « relatif à l'exécution de travaux »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« Un permis relatif à la vente est délivré à toute personne qui satisfait aux conditions visées aux paragraphes 2° à 8° du premier alinéa. ».

4. L'article 39 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du chiffre « 2 » par le chiffre « 3 »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 1° du premier alinéa et après le mot « conditions », des mots « de délivrance, dans la mesure où elles sont applicables au permis en cause, ».

5. L'article 40 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de « 6 mois » par les mots « un an relatif à l'exécution de travaux ».

6. L'article 46 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le ministre peut exiger de tout titulaire de permis qu'il lui transmette, dans le délai et dans les conditions fixés, tout ou partie des informations consignées aux registres prévus au premier alinéa concernant la nature, la provenance, les caractéristiques, les quantités, la destination des pesticides reçus, vendus ou utilisés par un titulaire de permis. ».

7. L'article 55 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du chiffre « 3 » par le chiffre « 5 ».

8. L'article 102 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **102.** Le Code de gestion des pesticides et tout autre règlement édictés en application de la présente loi rendent inopérante toute disposition réglementaire portant sur une même matière qui est édictée par une municipalité ou une communauté urbaine, sauf dans le cas où cette disposition réglementaire satisfait aux conditions suivantes :

- elle porte sur les activités d'entretien paysager ou d'extermination, notamment la fumigation, déterminées par règlement du gouvernement ;

- elle prévient ou atténue davantage les atteintes à la santé des êtres humains ou des autres espèces vivantes, ainsi que les dommages à l'environnement ou aux biens. ».

9. Les articles 103 et 108 de cette loi sont abrogés.

10. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 105, du suivant :

« **105.1** Le Code de gestion des pesticides peut exiger d'une personne qui entrepose des pesticides d'une catégorie ou en quantité déterminée qu'elle contracte une assurance de responsabilité civile, dont il détermine la nature, l'étendue, la durée, le montant ainsi que

les autres conditions applicables, et en fournisse l'attestation au ministre. ».

11. L'article 109 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 1°, du suivant :

« 1.1° déterminer les médicaments topiques qui sont considérés comme des pesticides ; » ;

2° par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant :

« 10° indiquer les registres qui doivent être tenus par tout ou partie des titulaires de permis et déterminer les conditions qui s'y appliquent ; » ;

3° par l'insertion, après le paragraphe 11°, du suivant :

« 11.1° déterminer les activités d'entretien paysager, d'extermination ou de fumigation visées par l'article 102 ; ».

12. Les périodes de validité d'un permis ou d'un certificat fixées par les articles 4 et 7 de la présente loi ne sont applicables aux permis ou aux certificats en cours qu'à compter de leur renouvellement.

13. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.